

**Le “cours  
nouveau”  
(1923)**

Le 8 octobre 1923, Trotsky, dans une lettre au comité central du Parti bolchevique, pose le problème de la nécessaire démocratisation de la vie du parti, menacé par une bureaucratisation galopante, et d'une modification de la politique économique du parti. Il dénonce le remplacement massif de l'élection des responsables du parti à tous les niveaux par leur nomination et la formation d'une vaste couche de permanents, qui, une fois membres de l'appareil dirigeant, "*renoncent complètement à leurs opinions politiques personnelles, ou du moins à leur expression ouverte*".

Une semaine plus tard, 46 vieux-bolcheviks, dans une lettre au comité central, prennent des positions identiques. Ils soulignent que les militants critiques ou en désaccord ne font leurs remarques qu'en privé, et encore à condition d'être sûrs de la discrétion de leur interlocuteur.

L'appareil bureaucratique sélectionné étouffe toute discussion, mais sera inapte à faire face à toute crise.

C'est le début de la bataille pour un "cours nouveau", qui marque la naissance de l'Opposition de gauche et qui fait rage dans le parti en décembre 1923-janvier 1924.

Staline et Zinoviev font d'abord condamner, fin octobre, la démarche de Trotsky et des 46 comme fractionnelle, puis, par un apparent revirement, font décider l'ouverture d'une discussion publique. Le 5 décembre, après une âpre discussion, le bureau politique adopte un texte affirmant, avec mille circonlocutions, la nécessité de démocratiser la vie du parti.

Le 8 décembre, Trotsky, refusant de se laisser ligoter par un accord dont il sent le caractère trompeur, rédige un long article, intitulé "*Cours nouveau*", que Boukharine, rédacteur en chef de la *Pravda*, bloque deux jours, puis publie le 11. Il y dénonce le danger d'une dégénérescence de la vieille garde bolchevique à l'image de celle de la social-démocrate et affirme : "*Le parti doit se subordonner son propre appareil sans cesser d'être une organisation centralisée.*"

Mais l'appareil n'apprécie nullement cette proposition.

Les triumvirs (l'alliance Staline-Zinoviev-Kamenev) multiplient les mesures disciplinaires, démettent quinze responsables du comité central des Jeunesses et obtiennent ainsi la majorité dans ce comité central oppositionnel normalisé, révoquent Antonov-Ovseenko, responsable de l'administration politique de l'Armée rouge. Staline, dans la *Pravda* (15 décembre), qualifie les opposants de bureaucrates.

Le 16 janvier 1924, il réunit la conférence nationale, dont le secrétariat a, pour la première fois, désigné lui-même les participants. Trotsky n'en est pas. Le bureau politique l'a envoyé soigner deux mois dans le Caucase. L'Opposition de gauche n'y recueille que trois voix. En 1957, Anastase Mikoïan soulignera pourtant : *"En 1923, le danger exista que Trotsky puisse prendre la direction du parti."*

Trotsky recueille donc des voix ailleurs que chez les étudiants. En réalité, l'Opposition obtient près du tiers des votes.

L'appareil du parti fait bloc contre celui qui dénonce sa bureaucratization au contenu social encore embryonnaire.

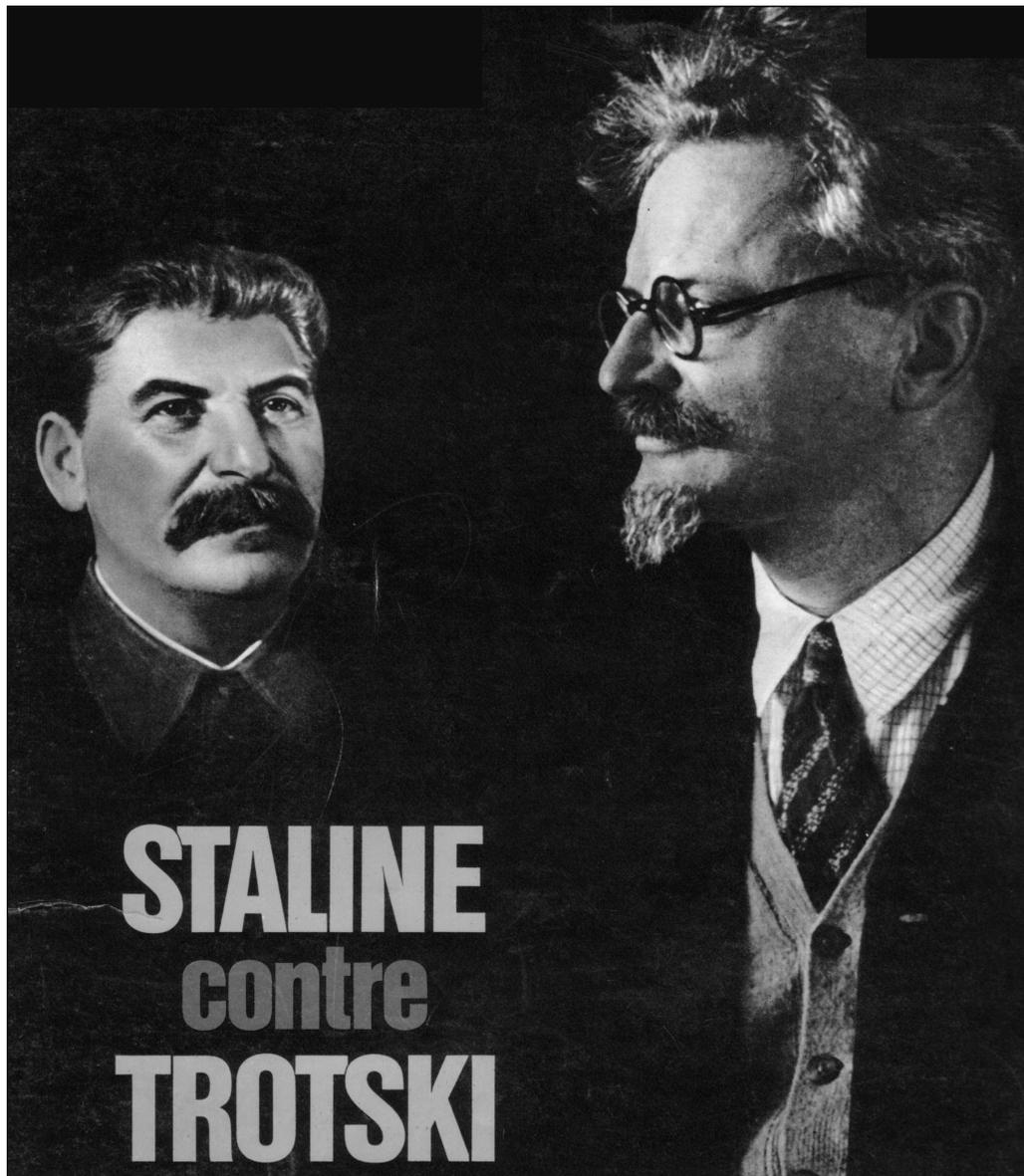
La résolution finale de la conférence affirme que l'Opposition, *"réflétant objectivement la pression de la petite-bourgeoisie (...), a abandonné le léninisme"*, exprime une *"déviation petite-bourgeoise"* et doit être condamnée pour avoir *"lancé le mot d'ordre de destruction de l'appareil du parti"*, qui considère donc l'exigence de sa subordination au parti comme sa destruction. Dans la foulée, Zinoviev fait une découverte *"théorique"*, que Staline reprendra à son compte : *"La social-démocratie elle-même est devenue fasciste."*

Nous publions des extraits de la lettre de Trotsky au comité central du 8 octobre 1923, qui est le premier acte de naissance de l'Opposition de gauche. Le second acte de naissance est la lettre dite des 46, dans laquelle 46 militants et cadres du Parti communiste définissent les axes principaux de cette opposition. Du 25 au 27 octobre 1923, se tient une réunion plénière (plénum) du comité central et de la commission centrale de contrôle, élargie à des représentants de dix centres urbains du parti, choisis par le secrétariat du comité central. Trotsky prononce à ce plénum un discours resté longtemps inédit et publié par les *Cahiers du mouvement ouvrier* (1). Ce plénum, qui rassemble les sommets de l'appareil, condamne à une écrasante majorité la lettre de Trotsky et celle des 46, et en interdit la diffusion, ainsi que, théoriquement, la diffusion de cette résolution elle-même.

C'est cette seconde interdiction que Staline bafoue le 2 décembre. Nous publions un ensemble de textes consacrés à cet incident, qui pousse Trotsky à rendre le combat public en publiant dans la *Pravda* un des articles qui constitue le centre de sa brochure *Cours nouveau*. La lettre d'Antonov-Ovseenko publiée ensuite illustre à la fois la manière dont l'appareil mène la lutte contre Trotsky et l'Opposition de gauche, et les réactions que les méthodes utilisées suscitent.

---

(1) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 13, avril 2001, pp. 29 à 38.



## Lettre au comité central <sup>(1)</sup>

**A** l'époque la plus acharnée du communisme de guerre, le système de la nomination des responsables dans le parti n'avait pas le dixième de l'ampleur qu'il a atteinte aujourd'hui. La nomination des secrétaires des comités provinciaux est désormais la règle. Cela donne au secrétaire une position fondamentalement indépendante de l'organisation locale (...).

La XII<sup>e</sup> Conférence du parti s'était déroulée sous le signe de la démocratie. Nombre des interventions faites alors en faveur de la démocratie ouvrière m'avaient paru exagérées et, une grande partie, démagogiques, étant donné l'impossibilité d'une démocratie ouvrière complète dans un régime de dictature. Mais il était parfaitement clair que le système de pression du communisme de guerre devait laisser place à un système de responsabilité plus vivante et plus large. Mais le régime actuel, qui a commencé à se former avant la XII<sup>e</sup> Conférence, et qui depuis s'est défini et renforcé, est beaucoup plus éloigné de la démocratie ouvrière que le régime de la période la plus acharnée du communisme de guerre.

La bureaucratisation de l'appareil du parti s'est développée dans des propor-

tions inouïes au moyen de méthodes de sélection des secrétaires (...). On a ainsi créé une très large couche de permanents, qui, en entrant dans l'appareil de direction du parti, renoncent complètement à leurs opinions politiques personnelles, ou, du moins, à leur expression ouverte, comme s'ils pensaient que la hiérarchie des secrétaires constitue l'appareil qui crée l'opinion du parti et façonne les décisions.

Sous cette couche de permanents qui renoncent à leurs opinions personnelles se trouve la large masse des adhérents du parti, à qui chaque décision apparaît sous la forme d'ordres ou de sommations.

A la base du parti, un mécontentement d'une ampleur inhabituelle s'accumule. Ce mécontentement ne se dissipe pas par l'échange ouvert d'opinions dans les réunions du parti et par l'influence que la masse des adhérents du parti devrait exercer sur l'organisation du parti lui-même (élection des comités du parti, des secrétaires, etc.), mais elle s'accumule en secret et mène à des tensions intérieures.

---

(1) Lettre du 8 octobre 1923. En annexe à Max Eastman, *Since Lenin died*, pp. 142-143.

## La réponse du bureau politique

**N**OUS jugeons nécessaire de dire franchement au parti que le mécontentement du camarade Trotsky, toute son irritation, toutes ses attaques contre le comité central, qui durent sans interruption de-

puis plusieurs années, sa volonté de semer le trouble dans le parti reposent sur le fait que Trotsky désire que le comité central le place, lui et le camarade Kalegaev, à la tête de l'économie du pays.

## Extrait du sténogramme de l'intervention de Staline à la réunion élargie des militants du parti du district de Krasnaïa Presnia, de Moscou (réponse aux questions) (2 décembre 1923) <sup>(1)</sup>

**Staline :** Une question écrite concernant le camarade Trotsky : “*Sur quoi repose le bruit qui court dans le milieu des militants au sujet d’une lettre du camarade Trotsky ? Quel est son contenu ? Assez de secrets ! Qu’en est-il ?*” Camarades, j’aimerais bien, mais je ne peux pas vous communiquer le contenu de la lettre du camarade Trotsky, qui date d’avant le plénum d’octobre. Il y a également une lettre de 46 camarades, parmi lesquels il y a aussi le camarade Stoukov. Je n’ai pas le droit de communiquer le contenu de ces deux lettres, car les plénums d’octobre du comité central et de la commission de contrôle ont décidé (2) qu’il ne fallait pas communiquer au parti le contenu de ces lettres, les exigences qu’elles énonçaient, ni la décision du plénum du comité central et de la commission de contrôle.

(Une voix : Ce n’est pas un secret pour tout le monde !)

Je regrette beaucoup que ce ne soit pas un secret pour tout le monde, mais les plénums du comité central et de la commission de contrôle ont décidé qu’on ne devait communiquer ni les lettres ni la réponse du bureau politique. A part les lettres du camarade Trotsky et des 46 camarades, il y avait également la réponse de membres du bureau politique à ces lettres, avec les signatures de : Rykov, Kalinine, Staline, Boukharine, Molotov, Zinoviev, Kamenev (3). Etaient absents : les camarades Lénine et Roudzoutak, lequel est arrivé plus tard au plé-

num et s’est solidarisé avec cette réponse. Les plénums du comité central et de la commission de contrôle ont approuvé à une énorme majorité la position du bureau politique : par 102 voix contre 2 contre, avec 10 abstentions, il ont condamné l’attitude du camarade Trotsky et des 46 camarade. Je ne me permettrai pas de vous en dire plus. (*Applaudissements.*)

Je passe à la camarade Rosenberg (4). Elle a dit qu’elle en connaissait plus, apparemment, sur le comité central que le comité central lui-même. Elle sait très bien, voyez-vous, ce qui s’est passé en octobre au plénum du comité central et de la commission de contrôle. Selon elle, tout le monde le sait. D’où tout le monde le sait, ça m’échappe. Elle a dit que nous avons un système qui ne convient pas, que nous étouffons la pensée du parti, que les plénums seraient contre la démocratie et tout à l’avenant. D’où elle tire tout ça, je n’en ai aucune idée.

**Rosenberg :** Du rapport du camarade Kamenev.

**Staline :** Je ne connais pas le rapport du camarade Kamenev, je ne suis pas au courant. Mais peut-on juger du système d’après le rapport d’un individu ? Le plénum d’octobre n’a pas décidé ce que dit la camarade Rosenberg. Au plénum d’octobre, la question était de savoir que dépasser une certaine limite de la discussion, cela signifie constituer une fraction, cela signifie diviser le gouvernement.

(1) Le rapport de Staline “*Sur les tâches du parti*” à la conférence élargie du comité de district de Krasnaïa Presnia du PCR(b) de Moscou fut publié sans les réponses aux questions dans la *Pravda* du 6 décembre 1923 (voir Staline I.V., *Œuvres*, tome 5, pp. 254 à 370).

(2) Il s’agit ici de la résolution du plénum unifié du comité central et de la commission de contrôle du PCR(b) du 25-27 octobre 1923.

(3) Il s’agit de la réponse des membres du bureau politique du 19 octobre 1923. Parmi les signataires du document, Staline a oublié M. P. Tomski.

(4) Rosenberg, auditrice de l’université communiste Sverdlov, le premier établissement d’enseignement supérieur du parti, qui préparait les cadres du parti et soviétiques.

Diviser le gouvernement, c'est faire périr le pouvoir soviétique. C'est de cela qu'il s'agissait, camarade Rosenberg. On peut discuter, mais n'entraînez pas la discussion jusqu'à la formation d'une fraction, car les fractions, chez nous, dans le parti qui est au pouvoir, elles amènent à diviser le gouvernement, elles amènent à donner des ailes aux ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. C'est sur cette base que les plénums du comité central et de la commission de contrôle ont condamné les camarades. Voilà de quoi il s'est agi à ces plénums, et pas du fait que les plénums seraient contre la démocratie.

(Copie dactylographiée.)

## Extrait du procès-verbal n° 50 du bureau politique du comité central du PCR(b), avec, en annexe, les déclarations de Léon Trotsky et Joseph Staline (8 décembre 1923)

Strictement secret.

1. Déclarations des camarades Trotsky et Staline.

(Cf. annexes) (1).

Le comité central reçoit de plus en plus d'informations sur le fait que la lettre connue du camarade Trotsky et la lettre des 46, rejetées par les plénums du comité central et de la commission de contrôle (2) comme actes fractionnistes, sont de plus en plus diffusées (par exemple, ces lettres passent de main en main en Ukraine (3) — dans l'armée, selon les déclarations du représentant de la commission de contrôle, et à Moscou — à l'université Sverdlovsk, selon les déclarations du camarade Liadov (4), etc.).

La résolution des plénums sur le fait que tout cet incident doit rester entre les membres du comité central et de la commission de contrôle est interprétée par les éléments désorganiseurs comme un pas dicté non par les intérêts du parti, mais par la diplomatie interne. A ce sujet, on répand dans les cercles du parti des bruits insensés, qui visent à saper l'autorité du comité central.

(1) A la résolution du bureau politique du comité central du PCR(b) sont annexées les déclarations de Trotsky du 6 décembre 1923 et de Staline du 8 décembre 1923.

(2) La lettre de L. D. Trotsky aux membres du comité central et de la commission centrale de contrôle du PCR(b) et la "Déclaration des 46" adressée au bureau politique du comité central du PCR(b) ont été rejetées par une résolution du plénum commun du comité central et de la commission de contrôle des 25-27 octobre 1923.

Les archives du comité central du PCUS contiennent une note de G. E. Zinoviev adressée lors de cette séance du bureau politique à Staline, Tomski, Rykov, Boukharine : "Ils agissent dans toutes les règles de l'art fractionniste. Si nous ne créons pas **immédiatement** notre vraie fraction archisoudée, tout est fichu. Je propose de tirer cette conclusion en premier lieu. Je propose de nous réunir demain (dimanche) spécialement sur cette question — peut-être chez Staline à la campagne ou chez moi. Tout atermolement serait mortel. G. Zinoviev" (8 décembre 1923).

Sur la note, ont été portées les remarques suivantes : "Adopté. St.", "Zer gut. D'accord. M. Tomski", "A.I. Rykov", "Mais pas avant 7 heures du soir. L. K.", « D'accord, mais je préférerais aller au "spectacle". A. I. Rykov. »

(3) Dans une note du 4 décembre 1923 envoyée au comité central du PCR(b) et adressée à I. V. Staline, D. Z. Lebedev, le secrétaire du comité central du PC(b)U, écrit que "l'information qui arrive de Moscou par des voies détournée est captée ici et utilisée".

(4) Liadov (Mandelstam) M. N. (1872-1947), membre du parti à partir de 1893. Après 1909, menchevik, partisan de la démission de la Douma. En 1920, réintégré dans le parti. A partir de mai 1923, recteur de l'université communiste Sverdlov.

Le 7 décembre 1923, il écrit à Staline : « Camarade Staline. Je déclare, à votre demande, que je vous ai effectivement communiqué, lors d'un entretien avec vous, qu'il est apparu, à une séance du bureau unifié de la cellule de l'université Sverdlov et à une assemblée générale des organisateurs des cercles du parti, que les lettres du camarade Trotsky et des "46" avaient été largement diffusées parmi les étudiants et que la majorité des cercles les avaient lus. Je vous ai fait cette communication orale le 28 ou le 29 novembre, en tout cas pas plus tard que le 29. M. Liadov. 7 février 1924. »

La déclaration du camarade Staline à la réunion du district de Krasnaïa Presnia n'était motivée que par le désir d'éclairer correctement les motifs réels des plénums du comité central et de la commission de contrôle et par là même d'assainir l'atmosphère du parti à Moscou.

Le bureau politique considère néanmoins que le camarade Staline a commis une erreur en informant l'assemblée du contenu des décisions des plénums du comité central et de la commission de contrôle, car cela dérogeait à la résolution directe du comité central et de la commission de contrôle.

Le bureau politique n'a pas le droit et ne considère pas conforme à l'intérêt du parti d'annuler la résolution des plénums réunis du comité central et de la commission de contrôle qui interdit toute discussion ultérieure sur les lettres des 46 et du camarade Trotsky, ou les résolutions du plénum d'octobre. Seule une réunion commune des deux plénums pourrait annuler cette résolution.

Le bureau politique considère qu'à l'avenir, tous les membres du comité central doivent observer strictement les résolutions des plénums réunis et éviter toute surenchère lors des discussions concernant la démocratie ouvrière, surtout quand une résolution sur la démocratie ouvrière a été adoptée à l'unanimité par le bureau politique et le présidium de la commission de contrôle (5).

(RGASPI, f. 17, op. 3, d. 398, l. 1 ; copie dactylographiée.)

## **Annexe au point 1 du procès-verbal n° 50 de la session du bureau politique du comité central du PCR(b) du 8 décembre 1923**

### **Déclaration de L. D. Trotsky au bureau politique du comité central de PCR(b) (6 décembre 1923)**

Strictement secret.

Urgent.

Au bureau politique.

Le dernier plénum commun du comité central et de la commission de contrôle a décidé de ne pas diffuser ni publier sa résolution (6). Je le regrette beaucoup, car la diffusion à tous les membres du parti de ma lettre, de la déclaration des 46 (7) et de la résolution du plénum aurait mieux valu que les bruits qui courent actuellement.

(5) Il s'agit de la résolution "*Sur la construction du parti*", qui fut adoptée à l'unanimité le 5 décembre à la réunion commune du bureau politique du comité central et du présidium de la commission de contrôle du PRR(b). Elle fut ensuite entérinée par la XIII<sup>e</sup> Conférence du parti, par les plénums de janvier (1924) du comité central du PCR(b) et confirmée par le XIII<sup>e</sup> Congrès du PCR(b). Publiée dans la *Pravda* (7 décembre 1923).

(6) Il s'agit de la résolution du plénum commun du comité central et de la commission de contrôle du PCR(b), en séance du 25 au 27 octobre 1923.

(7) L. D. Trotsky a à l'esprit sa lettre du 8 octobre 1923 et la "*Déclaration des 46*".

(Notes tirées de *Izvestia tsK KPSS*, n° 12, 1990.)

Quoi qu'il en soit, la décision a été prise. Entre-temps, dans son discours de clôture à Krasnaïa Presnia, le camarade Staline a dit mot pour mot : *"Les plénums du comité central et de la commission de contrôle ont approuvé à une énorme majorité la position du bureau politique, par 102 voix contre 2 contre, avec 8 abstentions, ils ont condamné l'attitude du camarade Trotsky et des 46 camarades. Je ne me permettrai pas de vous en dire plus."* Néanmoins, dans la suite de son discours, le camarade Staline nous apprend quelque chose de plus que ce que nous venons de citer. Il dit : *"Au plénum d'octobre, la question était de savoir que dépasser une certaine limite de la discussion, cela signifie constituer une fraction, cela signifie diviser le gouvernement. Diviser le gouvernement, c'est faire périr le pouvoir soviétique (...). C'est sur cette base que les plénums ont condamné les camarades... Voilà de quoi il s'est agi à ces plénums."*

Ainsi, le camarade Staline décide lui-même ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas communiquer, et de façon différente à deux moments de son discours.

Je demande au bureau politique qu'il décide rapidement si j'ai le droit, pour répondre aux nombreuses lettres qui m'ont été envoyées et aux questions orales, d'expliquer aux camarades du parti en quoi consistait le contenu de ma lettre, quelle résolution ont adoptée les plénums communs et quel rapport a cette résolution avec le changement actuel de la politique du parti.

**L. Trotsky**  
**(6 février 1923, n° 425)**

(Copie dactylographiée avec reproduction de la signature.)

## **Annexe 2 au point 1 du procès-verbal n° 50 de la réunion du bureau politique du comité central du PCR(b)**

### **Déclaration de Joseph Staline au bureau politique du comité central du PCR(b) (8 décembre 1923)**

Au bureau politique du comité central.

En joignant ci-dessous des extraits du sténogramme de mon discours au district de Krasnaïa Presnia sur la construction du parti (1), je crois nécessaire de déclarer :

1) Le camarade Trotsky a agi à tort dans sa déclaration en utilisant des citations du sténogramme de mon discours sans que je l'aie relu, avec tous les manques et les inexactitudes qu'on trouve ordinairement dans les sténogrammes non relus par leurs auteurs (2).

2) Je reconnais qu'en communiquant à la réunion de Krasnaïa Presnia la vérité sur la décision des plénums du comité central et de la commission de contrôle

---

(1) Voir plus haut l'extrait du sténogramme de l'intervention de Staline à la réunion élargie du comité de district de Krasnaïa Presnia, à Moscou, le 2 décembre 1923.

(2) Il s'agit d'infimes inexactitudes de forme, qui ne modifient en rien le sens général des propos de Staline cités par Trotsky (NDT).

sur la question des déclarations du camarade Trotsky et des 46, je suis allé à l'encontre de la résolution de ces plénums sur le secret de la décision. Mais j'ai été littéralement obligé d'agir ainsi sous la pression des bruits erronés qui sapient l'autorité du comité central et de la commission de contrôle, et diffusés en grande quantité parmi les membres du parti par ses détracteurs et ses destructeurs. Parmi les membres du parti circulent des bruits selon lesquels les informations sur la maladie du camarade Trotsky ne correspondent pas à la réalité, que Trotsky est assigné à résidence par le bureau politique pour avoir exigé aux plénums d'octobre la démocratie dans le parti (la déclaration que j'ai faite dans mon discours en réponse à une note sur la maladie du camarade Trotsky a été reçue par les ricanements ironiques et les protestations dubitatives de plusieurs participants). La camarade Rosenberg, de l'université Sverdlov, a même déclaré dans son discours que les lettres du camarade Trotsky et des 46 n'étaient pas un secret et que le camarade Trotsky souffrait pour la démocratie contre laquelle se seraient battus les plénums du comité central et de la commission de contrôle en octobre. Ces bruits insensés sont nourris par le fait que :

1) les documents du camarade Trotsky et des 46, malgré l'interdiction du comité central, sont diffusés en grande quantité parmi les membres du parti, alors que la réponse des membres du bureau politique (3) à ces documents et la décision même des plénums sont strictement soumises au secret, conformément à la décision du comité central ;

2) les partisans des 46 ne prennent aucune mesure pour couper à la racine ces bruits insensés et pour que les documents du camarade Trotsky et des 46 ne

soient pas diffusés parmi les membres du parti, alors qu'ils sont, bien sûr, les seuls à pouvoir prendre des mesures efficaces contre la diffusion de ces documents, puisque la diffusion vient de leurs rangs ;

3) les représentants du comité central aux réunions de discussion, ne voulant pas enfreindre les résolutions des plénums sur le caractère secret de cette décision, sont obligés de répondre par le silence à quantité de questions concernant le travail des plénums du comité central et de la commission de contrôle, ce qui complique encore l'affaire et donne l'impression erronée que les représentants du comité central ont peur de dire la vérité, qu'ils n'ont pas la conscience tranquille.

Tout cela amène et ne peut qu'amener à saper l'autorité du comité central et de la commission de contrôle aux yeux des membres du parti, pour le plaisir des désorganisateur et des destructeurs du parti.

Je ne connais pas d'autre moyen contre le mensonge et la calomnie que de leur opposer la vérité. Je ne vois qu'une seule possibilité pour défendre le comité central et la commission de contrôle contre la calomnie et le mensonge, celle de dire la vérité sur les décisions des plénums du comité central et de la commission de contrôle.

**J. Staline,**  
**8 février 1923**

(Texte manuscrit avec corrections et signature de Staline.)

(3) Il s'agit de la réponse des membres du bureau politique du comité central du PCR(b) du 19 octobre 1923.